



## CONCESSION DE SERVICE

Mairie de Baillargues  
Service de la Commande Publique  
Place du 14 Juillet  
34670 Baillargues

### DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DE LA FOURRIERE AUTOMOBILE MUNICIPALE

## DOCUMENT PRESENTANT LES CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS

### SOMMAIRE

**ARTICLE 2 : DUREE** **3**

**ARTICLE 3 : LIMITE TERRITORIALE** **3**

**ARTICLE 4 : NATURE DES VEHICULES CONCERNES** **3**

**ARTICLE 5 : REGLEMENTATION APPLICABLE** **4**

**ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DES PARTIES** **4**

**ARTICLE 6.1 – OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE** **4**

**ARTICLE 6.1.1 – MISSIONS DEVOLUES AU DELEGATAIRE** **4**

**ARTICLE 6.1.2 – OUVERTURE DU PARC AUX USAGERS** **555**

**ARTICLE 6.1.3 – ASSURANCE** **555**

**ARTICLE 6.2 – OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DELEGANTE** **666**

**ARTICLE 7 : MODALITES D'EXECUTION** **666**

**ARTICLE 7.1 – STIPULATIONS RELATIVES AUX DIFFERENTS STADES DE MISE EN FOURRIERE** **666**

**ARTICLE 7.2 – STIPULATIONS RELATIVES AU MATERIEL D'INTERVENTION** **777**

**ARTICLE 7.3 – STIPULATIONS RELATIVES AUX MODALITES D'INTERVENTION** **888**

**CHAPITRE 2 – CARACTERISTIQUES QUANTITATIVES** **111111**

**ARTICLE 8 : ECONOMIE DU CONTRAT** **111111**

**ARTICLE 9 : REMUNERATION DU DELEGATAIRE** **111111**

**CHAPITRE 3 – CONDITIONS DE TARIFICATION DU SERVICE RENDU A L'USAGER** **121212**

**ARTICLE 10 : STIPULATIONS RELATIVES AUX MODALITES DE FIXATION DES FRAIS DE FOURRIERE** **121212**

**ARTICLE 11 – EVOLUTION DES FRAIS DE FOURRIERE** **141414**

La présente consultation concerne la passation d'une délégation de service public pour l'exploitation du service de fourrière automobile.

La Commune de Baillargues peut être amenée à procéder à la mise en fourrière de véhicules dans les conditions prévues par la loi et notamment en vertu de l'application du décret n°96-476 du 23 mai 1996 et de la circulaire n°97-27 du 7 février 1997 qui règlementent l'organisation des fourrières et la profession de gardien.

En effet, le Maire doit pouvoir intervenir dès lors que la circulation ou le stationnement d'un véhicule compromet l'utilisation normale, la sécurité ou la conservation des voies publiques et de leur dépendance.

**La présente convention a pour objet de confier, à un prestataire public ou privé, la gestion du service d'enlèvement, de mise en fourrière, de gardiennage et de restitution :**

- des véhicules se trouvant en infraction telle que prévue aux articles R417-10 à R417-13 du Code de la Route comme :
  - o Stationnement ininterrompu en un même point de la voie publique ou de ses dépendances pendant une durée supérieure à 7 jours (entrent dans cette catégorie les véhicules abandonnés sur la voie publique et qui se trouvent à l'état d'épave) ;
  - o Stationnement sur les emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de livraison ... ;
  - o Stationnement gênant (trottoirs, passages réservés aux piétons, ponts, passages souterrains, double file...).
- des véhicules constituant une entrave à la circulation au sens des articles R 412-51 et L412-1 du Code de la Route ;
- des véhicules en infraction aux arrêtés du Maire relatifs à la circulation et au stationnement.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente concession de service est conclue pour une durée ferme de **5 ans** à compter de la date de sa notification au délégataire. La date d'accusé de réception fait foi.

## **ARTICLE 3 : LIMITE TERRITORIALE**

La mission de service public confiée au Délégataire est applicable sur toute l'étendue du territoire de la Commune de Baillargues, que ce soit dans un lieu public ou privé, à condition qu'il soit accessible sans difficulté majeure.

## **ARTICLE 4 : NATURE DES VEHICULES CONCERNES**

Tout type de véhicule peut être déplacé, enlevé ou gardé en fourrière. Sont notamment visés par le présent cahier des charges :

- Les véhicules de transport de marchandises (camionnettes, camions, remorques, semi-remorques) ;

- Les véhicules de transport en commun de personnes ;
- Les véhicules particuliers (voitures légères, breaks, 4x4 ...) ;
- Les remorques de camping et autres ;
- Les motocyclettes avec ou sans side-car ;
- Les vélomoteurs et scooters ;
- Les matériels de chantier de travaux publics et autres à l'exception du gros matériel impliquant un démontage (exemple : les grues).

## ARTICLE 5 : REGLEMENTATION APPLICABLE

La présente Délégation de Service Public est soumise aux dispositions à la législation en vigueur relative à l'immobilisation, à la mise en fourrière et à la destruction des véhicules terrestres, à savoir :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Route, et particulièrement les articles L.325-1 à L.325-13, R.325-1 à R.325.52 et R.417-1 à R.417-13 ;
- Le code de la Route, et particulièrement les articles L.326-1 et suivants et R.326-1 et suivants relatifs à la profession d'expert en automobile ;
- L'Arrêté du 26 juin 2014 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles ;
- Le décret n°72-823 du 6 septembre 1972 fixant les conditions de remise au service des Domaines des véhicules non retirés de fourrière par leurs propriétaires, modifié par le décret n°2014-551 du 27 mai 2014 ;
- Le décret n°96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, à la mise en fourrière et à la destruction des véhicules terrestres.

## ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DES PARTIES

### Article 6.1 – Obligations du délégataire

La gestion du service sera assurée par le Délégataire **à ses frais et risques**, dans le souci d'assurer la sécurité, le bon fonctionnement, la continuité et la qualité du service, ainsi que l'égalité de traitement de tous les usagers.

Les gardiens de fourrière sont chargés de l'exécution d'un service public. Aussi, leur désignation est désormais soumise à **l'agrément du représentant de l'Etat** dans le département. Cet agrément est personnel et incessible. Il est limité à 3 ans. La perte de cet agrément entraîne sans préavis la déchéance du Délégataire.

### Article 6.1.1 – Missions dévolues au Délégataire

Il appartient au Délégataire d'enlever, de garder, puis de restituer **en l'état** les véhicules, mis en fourrière, qui lui ont été confiés.

Le Délégataire est chargé des missions suivantes :

- Exécuter, sur demande des autorités compétentes, leurs décisions de mise en fourrière, dans les limites des capacités de stockage de la fourrière et des moyens disponibles durant toute l'année ;
- Exécuter les opérations d'enlèvement, de garde, de restitution ou de remise des véhicules dans les délais prévus. Les véhicules réclamés par leurs propriétaires ou leurs conducteurs dans le délai de trois (3) jours suivant la mise en fourrière peuvent être restitués sans avoir été expertisés ni classés ;
- Déplacer un véhicule en cas de nécessité urgente ;

- Disposer des moyens matériels pour assurer la mission confiée, y compris dans les endroits difficilement accessibles ;
- Fournir les terrains et locaux nécessaires au fonctionnement de la fourrière ;
- S'engager à convoquer le(s) expert(s) désigné(s) par l'autorité délégante ;
- Assurer le gardiennage des véhicules mis en fourrière à ses risques et périls ;
- Transmettre sans délai à l'Officier de Police Judiciaire (OPJ), chargé de prononcer la mainlevée de mise en fourrière, tout certificat d'immatriculation de véhicules mis en fourrière et confié sous sa garde ;
- Communiquer à l'autorité dont relève la fourrière, ainsi qu'au Préfet du Département toutes informations utiles, notamment statistiques, ainsi qu'un bilan annuel de ses activités ;
- Informer l'autorité dont relève la fourrière et le Préfet du Département de tout fait susceptible de remettre en cause son agrément ;
- Passer un contrat avec une entreprise chargée de la destruction des véhicules. Cette entreprise prendra en charge les véhicules concernés, en remettant notamment au Délégataire, un bon d'enlèvement délivré par l'autorité dont relève la fourrière ;
- Remettre sur ordre du représentant de l'autorité délégante, et après main levée prononcé par l'Officier de Police Judiciaire (OPJ), les véhicules au service des Domaines. ;
- Dans le cas où le service des Domaines lui en confie la garde, remettre les véhicules aux nouveaux propriétaires sur instruction de ce dernier.

#### Article 6.1.2 – Ouverture du Parc aux usagers

L'accès au parc de la fourrière sera accessible aux usagers selon une large plage horaire à définir y compris pour les week-ends et jours fériés.

Un règlement des conditions d'accès au parc sera élaboré par le Délégataire.

Le numéro d'appel téléphonique du service de restitution sera communiqué aux contrevenants par les services de Police.

En dehors des heures d'ouverture du parc, exceptionnellement, et en cas de force majeure, sur demande de l'autorité, le parc pourra être ouvert pour la restitution d'un véhicule à son conducteur. Dans ce cas précis, et pour des raisons de sécurité, le conducteur devra être obligatoirement accompagné par un agent de la Police Nationale ou Municipale.

#### Article 6.1.3 – Assurance

Le délégataire devra justifier d'une assurance couvrant toutes les responsabilités ci-dessus, y compris sa responsabilité civile.

Toutes les polices d'assurance et les quittances de primes devront être communiquées à l'autorité délégante au plus tard à la date de signature de la convention.

L'absence de contrat d'assurance entraîne l'élimination du candidat sélectionné. Le candidat classé second, en vertu du rapport d'analyse des offres, se verra attribuer la convention.

En outre, chaque année, avant le 1<sup>er</sup> février, le Délégataire devra envoyer une copie de l'attestation et des polices d'assurance à l'adresse suivante :

*Mairie de Baillargues  
Service Commande Publique et Assurances  
Place du 14 Juillet  
34 670 BAILLARGUES*

## **Article 6.2 – Obligations de l'autorité délégante**

La Commune de Baillargues s'engage à :

- Réserver au Délégataire toutes les opérations d'enlèvement et de garde de véhicules dans le cadre de la mise en fourrière, à moins que le propriétaire du véhicule n'ait demandé à le faire retirer de la fourrière par un réparateur de son choix ;
- Informer, en cas de manifestations prévues à l'avance, au minimum 24 heures avant le début de la manifestation, sur support écrit, le Délégataire ;
- Informer le Délégataire sur chaque véhicule à enlever. Afin d'assurer l'efficacité de l'intervention, l'autorité compétente devra préciser :
  - La marque
  - Le modèle
  - L'immatriculation
  - L'état du véhicule
  - La configuration des lieux d'intervention (rue étroite, en déclivité, circulation importante...)
- Etre présent lors des opérations d'enlèvement ;
- Identifier tous les véhicules mis en fourrière et à transmettre cette identification au Délégataire dans les 24 heures suivant l'enlèvement.

S'agissant de véhicules volés et retrouvés en fourrière, l'autorité délégante est tenue d'informer, au préalable, les services de police ou de gendarmerie compétents, de son intention de délivrer une autorisation provisoire de sortie de fourrière.

L'autorité, investie du pouvoir de police en matière de circulation, décide de la destruction :

- des véhicules hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité et dont la valeur marchande est estimée, après expertise, à moins de 765 € ;
- des véhicules qui ont été remis au service des Domaines pour aliénation et qui n'ont pas trouvé preneur.

## **ARTICLE 7 : MODALITES D'EXECUTION**

### **Article 7.1 – Stipulations relatives aux différents stades de mise en fourrière**

Il existe 3 stades de mise en fourrière :

#### **1. Le commencement d'exécution**

Il s'applique dès lors que 2 roues du véhicule ont quitté le sol.

Le débiteur doit payer les frais d'enlèvement, de garde et éventuellement d'expertise.

S'il n'y a pas eu commencement d'exécution mais que le véhicule d'enlèvement s'est rendu sur les lieux, le débiteur devra rembourser les frais d'opérations préalables à la mise en fourrière.

#### **2. La sortie provisoire**

C'est lorsqu'il s'agit de remettre en état le véhicule selon les conditions normales de sécurité.

A noter que les véhicules dont l'état ne permet pas la circulation dans les conditions normales de sécurité ne peuvent être retirés de la fourrière que par des réparateurs chargés par les propriétaires d'effectuer les travaux reconnus indispensables.

Les véhicules ne peuvent ensuite être restitués à leurs propriétaires qu'après vérification de la bonne exécution des travaux. Les travaux ne sont donc pas nécessairement à faire sur place, au lieu de la fourrière.

### **3. L'achèvement de la procédure**

La mainlevée est obligatoirement prononcée par l'officier de police judiciaire.

La carte grise doit être restituée à l'autorité ayant compétence pour prononcer la mainlevée.

## **Article 7.2 – Stipulations relatives au matériel d'intervention**

### **Article 7.2.1 – Installations fixes**

L'entreprise met à la disposition de l'autorité délégante les installations nécessaires en vue du stockage des véhicules mis en fourrière, de ceux remis au service des Domaines et de ceux remis à l'entreprise de démolition en vue de leur destruction.

Le terrain destiné à la mise en fourrière doit présenter une aire clôturée de capacité suffisante pour accueillir l'ensemble des véhicules ayant fait l'objet d'une mise en fourrière. Ce terrain doit être placé sous surveillance, de jour et de nuit, et être bien desservi par les transports en commun. Le sol doit être bitumé ou bétonné.

Ce terrain comportera obligatoirement, comme installations fixes, un bureau et des locaux sanitaires. Ces bureaux sont mis à disposition de l'autorité délégante et sont affectés à l'officier de police détaché et au personnel administratif du délégataire.

Le Délégataire a la charge du nettoyage journalier et du parfait entretien des installations et locaux mis à la disposition de l'autorité délégante, et plus généralement, le Délégataire veillera à la qualité des conditions d'utilisation.

Ses installations doivent notamment satisfaire aux dispositions législatives relatives à la protection de l'environnement.

### **Article 7.2.2 – Véhicules d'enlèvement ou de déplacement**

Le Délégataire devra disposer d'un nombre minimum de deux véhicules d'enlèvement en permanence.

De plus, il doit pourvoir à l'enlèvement des véhicules stationnés dans la vieille ville avec du matériel adéquat (exemple : véhicule d'enlèvement de petite taille).

En outre, il devra pouvoir assurer l'enlèvement des poids-lourds, semi-remorques, caravanes de toute catégorie.

Le Délégataire devra assurer, obligatoirement, ses activités **24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 y compris les dimanches et jours fériés.**

Le Délégataire s'engage à mettre en permanence à la disposition de l'autorité délégante un ou deux véhicules d'enlèvement, en vue de retirer, chaque jour, les véhicules abandonnés.

Il devra, en outre, mettre à disposition de l'autorité délégante, les véhicules d'enlèvement nécessaires dans le cadre d'opérations ponctuelles qu'elle jugera indispensable de déclencher.

### **Article 7.2.3 – Matériel complémentaire d'enlèvement**

Le Délégataire devra pouvoir être en mesure de fournir à ses équipes le matériel complémentaire d'enlèvement (remorques, semi-remorques...).

## **Article 7.3 – Stipulations relatives aux modalités d'intervention**

### **Article 7.3.1 - Enlèvement des véhicules en infraction au Code de la Route**

- ***Demande d'enlèvement***

Sur simple appel téléphonique ou demande verbale de l'administration communale ou de la Police Municipale, le Délégué devra immédiatement envoyer sur les lieux indiqués, un véhicule d'enlèvement adapté aux besoins.

En cas de manifestations prévues à l'avance, les instructions seront données à l'entreprise sous forme de note de service par l'autorité de police chargée du service d'ordre et ce, impérativement 24 heures avant le début de la manifestation.

- ***Délai d'intervention***

Le délai d'intervention commence à courir dès la demande d'enlèvement. Il s'achève au commencement d'exécution (tel que défini à l'article 7.1 du présent cahier des charges). Ce délai ne devra pas excéder 30 minutes.

- ***Délai d'enlèvement***

Le délai d'enlèvement compris entre le commencement d'exécution et le départ vers la fourrière devra être le plus réduit possible.

Sauf conditions exceptionnelles interdisant l'accès direct aux véhicules à enlever, ce délai ne devra pas excéder **quinze (15) minutes pour les véhicules légers** de moins de 3T500 de poids total autorisé.

Sauf conditions exceptionnelles interdisant le respect des délais imposés, l'entreprise devra, au regard des opérations mécaniques nécessaires à ce type de véhicule, respecter un délai d'enlèvement maximum de **trois (3) heures pour les véhicules excédant 3T500** de poids total autorisé.

En cas de manifestations, les véhicules devront être enlevés en totalité, une heure avant le début de celles-ci.

Les autorités de police chargées du service d'ordre devront prévoir le temps suffisant pour permettre au Délégué de finir en temps voulu.

### **Article 7.3.2 – Classement des véhicules rentrant en fourrière**

Dès l'arrivée des véhicules, ils seront classés en trois catégories dans les conditions définies par l'article R.325-30 du Code de la Route :

CATEGORIE 1 : véhicule pouvant être restitué en l'état à son propriétaire ou son conducteur.

CATEGORIE 2 : véhicule ne pouvant être restitué en l'état à son propriétaire ou son conducteur qu'après des travaux reconnus indispensables ou qu'après avoir satisfait aux obligations de contrôle technique.

CATEGORIE 3 : véhicule hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité, et dont la valeur marchande est inférieure au montant fixé par arrêté, devant être livré à la destruction à l'issue du délai d'abandon fixé par l'article L.325-7 du Code de la Route.

Les véhicules seront garés convenablement par le Délégué.

Chaque entrée de véhicule sera immédiatement portée sur un registre. Ce registre, dont la facture et la tenue sont prescrites par l'autorité délégante, sera paraphé par elle et pourra être contrôlé à tout moment.



Un expert figurant sur la liste établie par le Préfet de l'Hérault et agréé par la Commune de Baillargues sera convoqué par le Déléгатaire pour donner un avis sur les 2<sup>èmes</sup> et 3<sup>èmes</sup> catégories ci-dessus définies pour effectuer le classement.

#### Article 7.3.3 – La Garde des véhicules

Le Déléгатaire est responsable des véhicules mis en fourrière. Il assure à ses frais et risques une garde permanente de la fourrière.

La responsabilité du Déléгатaire cesse au moment où il reçoit décharge du propriétaire ou de son représentant, chargé de reprendre le véhicule après présentation de la mainlevée provisoire ou définitive, et paiement des frais de fourrière.

Dans le cas où le véhicule doit être remis au service des Domaines pour aliénation, et qu'il est gardé en fourrière, la responsabilité du Déléгатaire cesse au moment de la remise du véhicule à son nouveau propriétaire, sur présentation d'un bon d'enlèvement domanial par le Trésorier.

Le Déléгатaire devra donc justifier d'une assurance couvrant toutes ces responsabilités.

#### Article 7.3.4 – Aliénation de véhicules

Chaque année, le Déléгатaire sera tenu de remettre au service des Domaines les véhicules non réclamés par leur propriétaire et n'ayant pas fait l'objet d'une opération de destruction.

Après notification de la décision de remise des véhicules au service des Domaines en vue de leur aliénation, le Déléгатaire est chargé de l'établissement du procès-verbal contradictoire de remise effective à ce service, ainsi que l'état des sommes dues au titre de l'enlèvement, de la garde, et des frais d'expertise éventuels.

Un compte-rendu de ces opérations sera fourni à l'administration.

#### Article 7.3.5 – Remise des véhicules

Le Déléгатaire devra remettre, séance tenante, le véhicule à son propriétaire après présentation des pièces exigées par l'administration et paiement des frais.

Le Déléгатaire devra remettre à l'entreprise chargée de la destruction, les véhicules classés comme devant être détruits.

#### Article 7.3.6 – Travaux d'écriture

Le Déléгатaire met à la disposition de l'administration le personnel nécessaire pour effectuer les écritures et les transmissions administratives consécutives à la mise en fourrière et aux opérations de sortie, d'aliénation ou destruction des véhicules par le Domaine.

Ce personnel travaille sous l'autorité de l'administration. Il est chargé notamment de préparer :

- les décisions de remise de véhicule au service des Domaines ;
- les décisions des destructions des véhicules (pour les véhicules classés à détruire et pour ceux remis au service des Domaines n'ayant pas trouvé acquéreur au terme d'un délai fixé par voie d'arrêté du Préfet) ;
- les états statistiques périodiques fixés par l'administration.

Ce personnel est chargé également, aux frais du Déléгатaire, des diverses transmissions et notifications dans le cadre de la réglementation en vigueur. Il procèdera, par ailleurs, au classement et à la conservation des archives.

En outre, les agents de l'autorité délégante se rendent sur les lieux définis aux articles 7.1 et 7.3 du présent cahier des charges, toutes les fois qu'il sera jugé nécessaire de s'y rendre afin d'effectuer un contrôle de suivi des formalités administratives incombant à l'entreprise et à procéder à leur vérification.

Le Délégataire enregistre, au fur et à mesure de leurs arrivées, les entrées des véhicules mis en fourrière, leurs sorties provisoires et définitives, les décisions de mainlevée de la mise en fourrière et le cas échéant, les décisions de remise au service des Domaines ou à une entreprise de démolition.

Le Délégataire devra obligatoirement tenir pour son compte et à ses frais :

- le registre des véhicules remis aux Domaines ;
- le registre des véhicules remis à l'entreprise de démolition ;
- le registre de fonctionnement des matériels ;
- le registre où sont inscrits les enlèvements demandés par l'administration ;
- le tableau de bord conforme aux textes en vigueur ;
- l'archivage de tous ces registres.

#### Article 7.3.7 – Déplacement des véhicules en cas de nécessité urgente

##### • **Appel d'enlèvement**

Sur simple appel téléphonique ou demande verbale de la Police Municipale ou de toute autre entité que l'autorité délégante désignera, le Délégataire devra immédiatement envoyer sur les lieux indiqués, un véhicule d'enlèvement adapté aux besoins.

##### • **Délai d'intervention**

En cas d'interventions ponctuelles pour raison de nécessité urgente, le délégataire devra intervenir dans le meilleur délai, ce dernier ne pouvant pas excéder 30 minutes.

##### • **Modalités d'intervention**

Les modalités d'intervention sont déterminées par les règlements en vigueur et appliquées par les autorités de police.

##### • **Délai d'enlèvement**

L'enlèvement doit être achevé dans l'heure qui suit la demande.

#### Article 7.3.8 – Enlèvement des véhicules en stationnement prolongé de plus de 7 jours

Conformément aux articles L.325-1 à L.325-13, R.325-1 à R.325-52 et R.417-1 à R.417-13 du Code de la Route le Délégataire s'engage, sur le territoire de la Commune, à :

- enlever, à la demande de l'autorité délégante ou toute autre entité qu'elle désignera, les véhicules que celle-ci aura désignés, quel que soit le lieu où ils se trouvent (voie publique (chaussée et dépendances) et lieu privé), dès lors que celui-ci est accessible sans difficulté majeure et quel soit leur état ;
- effectuer cet enlèvement dans un délai maximum de 5 jours à compter de la date de demande d'enlèvement qu'elle aura reçue ;
- adresser aux services préfectoraux la liste des véhicules remis à l'entreprise de démolition. Cet envoi se fera dans les formes requises par l'autorité préfectorale. Le Délégataire devra se conformer, pour les véhicules abandonnés, aux obligations précisées à l'article 7.3 du présent cahier des charges.

## **CHAPITRE 2 – CARACTERISTIQUES QUANTITATIVES**

### **ARTICLE 8 : ECONOMIE DU CONTRAT**

A titre indicatif :

<b>ANNEE</b>	<b>TOTAL DOSSIER</b>	<b>Destruction</b>
<b>2015</b>	8 dossiers fourrières	Aucune
<b>2016</b>	15 dossiers fourrières	5
<b>2017</b>	14 dossiers fourrières	6
<b>2018</b>	18 dossiers fourrières	13
<b>2019</b>	16 dossiers fourrières	12

### **ARTICLE 9 : REMUNERATION DU DELEGATAIRE**

#### Article 9.1 – Stipulations Générales

La rémunération du délégataire est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service.

#### Article 9.2 – Frais de fourrière

Lorsque la prescription de mise en fourrière a reçu commencement d'exécution (cf. article 7.1), le Délégataire percevra directement auprès des propriétaires des véhicules enlevés les frais d'enlèvement, de garde en fourrière, y compris les frais d'expertise si nécessaire.

Lorsque la prescription de mise en fourrière n'a pas reçu de commencement d'exécution, le Délégataire percevra, des propriétaires des véhicules, les frais inhérents aux opérations préalables à la mise en fourrière, à condition que le véhicule d'enlèvement se soit rendu sur les lieux.

Les frais de fourrière ne pourront en aucun cas dépasser les tarifs maxima fixés par l'arrêté du 26 juin 2014, modifiant l'arrêté interministériel du 14 novembre 2001, barème susceptible d'être revalorisé en fonction des textes en vigueur.

Les experts, en charge d'effectuer le classement des véhicules mis en fourrière, ne pourront être que ceux agréés par l'administration municipale et figurant sur la liste établie par Monsieur le Préfet de l'Hérault.

#### Article 9.3 – Défaillance du propriétaire du véhicule

Lorsque le propriétaire du véhicule est introuvable, insolvable ou inconnu, l'autorité délégante versera une somme forfaitaire dont le montant reste à définir.

Dans ce cas, les sommes dues en exécution de la présente convention seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, accompagnée de toutes les pièces justificatives afférentes à la mise en fourrière.

S'agissant des véhicules classés en épave, conformément à la circulaire n° 74-657 du 13 décembre 1974, ils seront enlevés pour être détruits immédiatement, sans passage d'expert, le délégataire se rémunérant sur la vente de la ferraille.

#### Article 9.4 – Véhicules vendus par le service des Domaines

Sont réputés abandonnés les véhicules laissés en fourrière à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la mise en demeure faite au propriétaire de retirer son véhicule.

Ce délai est réduit à 10 jours en ce qui concerne les véhicules hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité et dont la valeur marchande est estimée, après expertise, à 765 € ou moins.

L'autorité, investie du pouvoir de police en matière de circulation, décide de la remise, au service des Domaines, des véhicules abandonnés, en vue de leur aliénation lorsque la valeur marchande est supérieure à 765 €.

Dans le cas où le véhicule est remis au service des Domaines en vue de son aliénation, le Trésorier récupérera le montant des sommes dues sur le produit de la vente et les reversera au délégataire. Si le produit de la vente est inférieur, le propriétaire ou ses ayants-droits restent débiteurs du solde : celui-ci est recouvré à l'initiative de l'administration par le receveur des impôts compétent.

#### Article 9.5 - Urgence

En cas de déplacement d'un véhicule justifié par nécessité urgente, les frais seront supportés par la Commune de Baillargues qui, en demandera, éventuellement, le remboursement, à qui de droit.

Les tarifs seront appliqués conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 juin 2014 modifiant l'arrêté interministériel du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Concernant les modalités d'exécution en matière de nécessité urgente, le délégataire se reportera aux stipulations du cahier des charges.

## **CHAPITRE 3 – CONDITIONS DE TARIFICATION DU SERVICE RENDU A L'USAGER**

### **ARTICLE 10 : STIPULATIONS RELATIVES AUX MODALITES DE FIXATION DES FRAIS DE FOURRIERE**

Les tarifs applicables aux différentes prestations sont fixés dans les limites maxima définies par l'arrêté du 2 août 2019, modifiant l'arrêté interministériel du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles, applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

#### Article 10.1 – Frais relatifs à l'immobilisation matérielle

CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES aux propriétaires des véhicules <sup>1</sup>	TARIFS APPLIQUES à la Ville de Baillargues <sup>2</sup>
PL 44t PTAC 19 t	7.60	7.60	7.60
PL 19t PTAC 7,5 t	7.60	7.60	7.60
PL 7,5t PTAC 3,5 t	7.60	7.60	7.60
Voitures particulières	7.60	7.60	7.60

<sup>1</sup> Conformément à l'article 3.2 de la convention de Délégation de Service Public

<sup>2</sup> Conformément à l'article 3.3 de la convention de Délégation de Service Public

Autres véhicules immatriculés	7.60	7.60	7.60
Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	7.60	7.60	7.60

**Article 10.2 – Frais relatifs aux opérations préalables à l'enlèvement du véhicule**

CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES aux propriétaires des véhicules	TARIFS APPLIQUES à la Ville de Baillargues
PL 44t PTAC 19 t	22.90	22.90	22.90
PL 19t PTAC 7,5 t	22.90	22.90	22.90
PL 7,5t PTAC 3,5 t	22.90	22.90	22.90
Voitures particulières	15.20	15.20	15.20
Autres véhicules immatriculés	7.60	7.60	7.60
Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	7.60	7.60	7.60

**Article 10.3 – Frais relatifs à l'enlèvement du véhicule**

CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES aux propriétaires des véhicules	TARIFS APPLIQUES à la Ville de Baillargues
PL 44t PTAC 19 t	274.40	274.40	274.40
PL 19t PTAC 7,5 t	213.40	213.40	213.40
PL 7,5t PTAC 3,5 t	122	122	122
Voitures particulières	116.56	116.56	116.56
Autres véhicules immatriculés	45.70	45.70	45.70
Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	45.70	45.70	45.70

**Article 10.4 – Frais de garde journalière**

CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES aux propriétaires des véhicules	TARIFS APPLIQUES à la Ville de Baillargues
PL 44t PTAC 19 t	9.20	9.20	9.20
PL 19t PTAC 7,5 t	9.20	9.20	9.20
PL 7,5t PTAC 3,5 t	9.20	9.20	9.20
Voitures particulières	6.18	6.18	6.18
Autres véhicules immatriculés	3.00	3.00	3.00
Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	3.00	3.00	3.00

**Article 10.5 – Frais d'expertise**

CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES aux propriétaires des véhicules	TARIFS APPLIQUES à la Ville de Baillargues
----------------------	-----------------	--	--

PL 44t PTAC 19 t	91.50	91.50	91.50
PL 19t PTAC 7,5 t	91.50	91.50	91.50
PL 7,5t PTAC 3,5 t	91.50	91.50	91.50
Voitures particulières	61.00	61.00	61.00
Autres véhicules immatriculés	30.50	30.50	30.50
Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	30.50	30.50	30.50

## ARTICLE 11 – EVOLUTION DES FRAIS DE FOURRIERE

En cas de promulgation d'un arrêté fixant de nouveaux tarifs maxima en cours de délégation, le taux d'augmentation tarifaire proposé par le Déléгатaire ne pourra excéder le pourcentage d'augmentation entre l'ancien tarif maxima fixé par l'arrêté précité et le nouveau, sauf nouvel investissement dûment justifié par la poursuite de la mission jusqu'au terme de la délégation.

L'homologation de nouveaux tarifs sera possible uniquement sous la forme d'un avenant à la présente délégation.

A aucun moment les limites maxima imposées par l'arrêté interministériel ne pourront être dépassées.